



Face à Macron et sa matraque, qu'est-ce qu'on attend pour riposter ?

Le 10 avril, la loi dite « anti-casseurs » a été promulguée, légalisant ainsi le contrôle de plus en plus important des manifestant-e-s et de toutes les personnes (étudiant-e-s, lycéen-ne-s, Gilets Jaunes, salarié-e-s, syndicalistes, etc.) qui se mobilisent. En effet, la dissimulation du visage devient un délit, la participation aux « troubles à l'ordre public » peut entraîner une amende de 15 000€ et 1 an de prison, l'usage du LBD est à nouveau possible et les manifestations peuvent être interdites par le préfet sans passer par un juge.

Le gouvernement renforce l'encadrement du mouvement social...

Macron étant incapable de convaincre de sa politique, il cherche à renforcer le dispositif répressif afin de mater toute contestation. Mais, cela n'a pas d'effet : non seulement les Gilets jaunes continuent, mais la contestation s'étend à d'autres fronts, notamment dans l'Éducation nationale avec la grève des enseignants ! Aujourd'hui, le gouvernement refuse de parler de violences policières et dénonce les prétendus « casseurs » au moment même où Castaner cautionne l'utilisation des armes contre les manifestant-e-s. En réalité, les vrais casseurs sont au gouvernement : ils cassent nos vies, nos conditions d'études, de travail et nos services publics !

... Et de la jeunesse !

La répression policière n'étant pas suffisante, le gouvernement cherche à renforcer l'encadrement de la jeunesse. C'est le but du Service national universel (SNU), dont les premiers tests vont être menés dans des départements pilotes dès juin. Cette loi consiste à mettre un place un service militaire obligatoire à partir de 16 ans qui obligera, a minima, à un mois d'internat avec port de l'uniforme, dont deux semaines dans les bâtiments de l'armée encadré-e-s par des militaires et deux semaines en mission de service civique. La journée débutera par la levée du drapeau et le chant de la Marseillaise. Le but est limpide : conditionner les jeunes à servir leur pays autour d'un « idéal républicain ». **Nous refusons, car nous ne croyons pas une seconde à cette idée de République où les capitalistes et les salariés seraient unis autour de la devise d'« égalité, liberté, fraternité ».**

L'État français, c'est la République des riches, qui exploitent les travailleurs sur le territoire nationale et pillent les ressources à l'internationale. Le journal d'investigation Disclose a révélé que la France a vendu des avions de chasses, de l'artillerie lourde et des frégates qui aujourd'hui participent aux bombardements et au blocus économique contre le peuple yéménite, victime d'une famine touchant plus de 28 millions de personnes. Refusons de servir cet État au service des classes dominantes ! Les dirigeants trouvent de l'argent pour investir dans la militarisation de la société, mais pas pour investir dans la santé, l'éducation, les transports ou augmenter les salaires. Le choix du gouvernement est très net : investir dans l'encadrement de la jeunesse plutôt que dans les services publics !

Mettons un coup d'arrêt à ce gouvernement : dans la rue le 1er et en grève le 9 mai !

Le mouvement des Gilets Jaunes se poursuit toujours avec détermination depuis plus de 20 semaines pendant qu'un bouillonnement se fait sentir dans plusieurs secteurs, notamment l'éducation, avec des journées de grève et de mobilisations fortes. Les prochaines semaines sont aussi pleines de possibilités pour un mouvement d'ampleur face à ce gouvernement et à son rouleau compresseur d'attaques. En effet, Macron manipule l'issue du Grand débat pour justifier ses réformes dont la casse des retraites, la suppression du statut dans la Fonction publique, la loi Pacte qui prévoit une nouvelle vague de privatisation... Nous pouvons empêcher cela. Mais il serait nécessaire que notre camp se dote d'un vrai plan de bataille. Dans les hôpitaux, à la Poste, chez les enseignants, partout il y a des luttes importantes et déterminées. Mais elle ne convergent pas, voire trop peu. **A l'occasion du 1er mai, journée internationale des travailleuses et des travailleurs et du 9 mai, grève de la Fonction publique, il faut être dans la rue et en grève. Il faut que nos colères convergent, pour que le mois de mai soit celui de la contre-offensive !**

Orléans le 16-04-2019